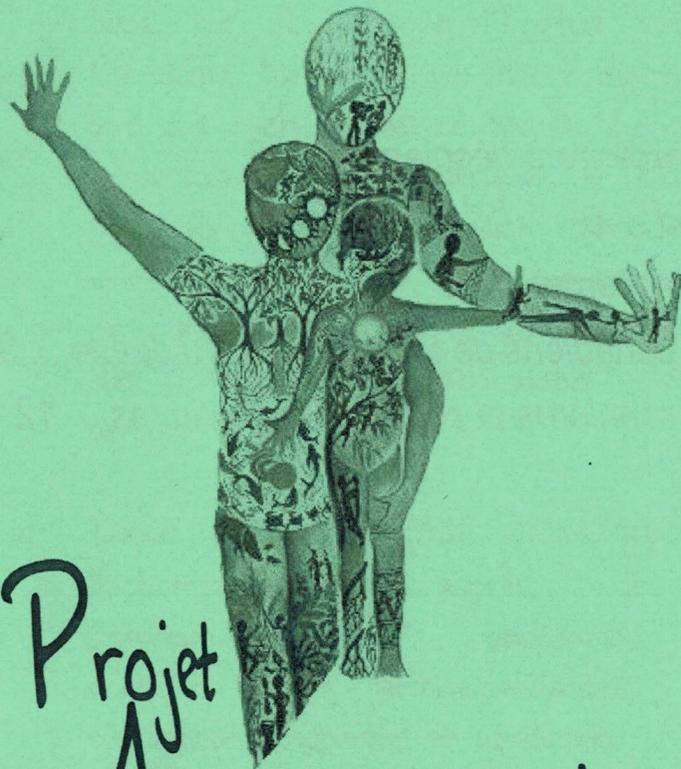


Projet
Accompagnement
Solidarite
Colombie



Le QUOI et le POURQUOI



Contenu

- Le PASC ... 3
- Nos moyens d'action ... 4
- Notre solidarité : Un territoire à décoloniser ... 5
- La Red de Hermandad ... 6
- Guerre, territoire et ressources ... 7
- Ciblons les profiteurs canadiens de la guerre en Colombie ... 9
- Solidarité avec les prisonnières et prisonniers politiques ... 12
- Invitez le PASC ... 13
- Pour en savoir plus ... 15

Le Projet Accompagnement Solidarité Colombie - PASC est un collectif basé sur l'île de la Tortue (appelée Canada). Né de la rencontre d'activistes lors des mobilisations contre la Zone de Libre-Echange des Amériques, le PASC s'est donné comme mission d'articuler une solidarité directe entre mouvements de résistance du Sud et du Nord sur des bases internationalistes et anticoloniales.

Depuis 2003, le PASC réalise de l'accompagnement auprès de communautés paysannes, autochtones et afrodescendantes, d'organisations sociales et syndicales et de prisonniers et prisonnières politiques. Le PASC diffuse de l'information sur les mouvements sociaux colombiens tout en dénonçant les intérêts canadiens impliqués dans le conflit social et armé en Colombie.



Nos moyens d'action

Accompagnement de communautés et d'organisations sociales menacées

L'accompagnement international consiste à réaliser une présence physique aux côtés des militant-es sociaux, victimes de menaces politiques. La présence étrangère sur le terrain couplée aux pressions politiques exercent un effet de dissuasion sur les responsables des crimes politiques. L'accompagnement agit comme mécanisme de protection pour les acteurs sociaux, leur permettant de poursuivre leur travail et de bâtir un rapport de force face aux autorités locales. En tant qu'appui politique aux processus de résistance, l'accompagnement international crée un espace d'échanges en vue de tisser des liens solidaires entre les mouvements sociaux du Nord et du Sud.

Information et sensibilisation

Par le biais de notre site web, du bulletin *Profiteurs !*, de la revue *La Piedra*, de notre liste internet, de nos publications et lors d'événements publics, nous diffusons de l'information alternative concernant le conflit social et armé qui sévit en Colombie, les processus de résistance qui s'y déploient ainsi que les intérêts économiques qui sont derrière les attaques aux communautés et organisations sociales. Nous organisons fréquemment des activités d'éducation populaire portant sur la Colombie ainsi que sur les enjeux liés à nos campagnes (conférences, ateliers, expositions, théâtre, émissions de radio, vidéos, etc.).

Dénonciations et pressions

Via son « réseau d'actions urgentes », le PASC diffuse des revues d'actualités faisant connaître les menaces ou les violations aux droits que les organisations partenaires colombiennes veulent dénoncer au niveau international. Ces rapports sont accompagnés de modèles de lettre pouvant être endossés avant d'être adressés aux autorités concernées afin d'exercer une pression politique sur ces dernières et de briser leur sentiment d'impunité. Considérant que le conflit qui ravage la Colombie est intimement lié aux dynamiques impérialistes du continent américain, le PASC travaille à démasquer les intérêts canadiens (politiques et économiques) qui en profitent.



Notre solidarité : un territoire à décoloniser

Au-delà des bonnes intentions de la solidarité internationale, le PASC propose de concrétiser l'idée d'une « solidarité directe » inspirée de l'internationalisme et des mouvements de résistance anticoloniale. Nous concevons les dits rapports Nord/Sud comme étant structurés par le système mondial capitaliste actuel, lequel s'est construit par les guerres coloniales et continue, de nos jours, à s'approfondir sous le contrôle impérialiste des entreprises du Nord, de leurs États et de leurs institutions internationales. Nous croyons qu'une analyse radicale de l'idéologie du développement, des mécanismes de l'aide internationale et des dynamiques propres aux ONG de coopération internationale est cruciale pour ne pas recréer des rapports inégaux empreints de paternalisme, d'occidentalocentrisme et de dépendance.

Pour susciter des débats critiques autour de la solidarité internationale d'un point de vue féministe et anticolonial, le PASC propose des ateliers basés sur le Cahier « Notre solidarité: un territoire à décoloniser », dont le contenu est disponible en ligne : www.decolo.pasc.ca

Les droits humains : un outil à manipuler avec soin

Inventé par une élite masculine, hétérosexuelle, blanche, anthropocentrique, véhiculant une vision instrumentale de la nature : autant de critiques adressées au concept de droits humains que nous partageons. Nous envisageons la défense des droits humains comme un chemin piégé ne remettant fondamentalement pas en question « le système », il entraîne bien souvent l'institutionnalisation, la démobilisation ou la neutralisation de l'action politique.

Pourquoi le PASC utilise les droits humains alors ?

Devant l'ampleur de la répression, les mouvements sociaux colombiens ont organisé leurs actions autour de mécanismes de respect des droits (pour se maintenir sur leur territoire et poursuivre la lutte contre l'imposition du capitalisme). Stratégiquement, exiger le respect des droits permet d'établir un rapport de force face aux autorités, en confrontant les États sur leurs contradictions. En Colombie, les organisations sociales et les ONG les accompagnant réalisent une défense intégrale des droits humains, les concevant au-delà des déclarations et accords, comme un objectif impliquant un changement global du système socioéconomique pour être atteint.



Le réseau international du PASC :

La Red de Hermandad



Depuis 2006, le PASC participe à la Red de Hermandad y Solidaridad (Redher), un espace de coordination partagé par des organisations de base autonomes de Colombie (Red Colombia) et des collectifs d'appuis étrangers (Red Internacional) selon des principes de solidarité internationaliste orientés vers l'échange et l'enrichissement mutuel des expériences de résistances sociales. Les campagnes de la Redher s'inscrivent dans des initiatives internationales comme le Tribunal Permanent des Peuples et des mouvements nationaux comme celui du Congrès des Peuples.

Le Tribunal Permanent des Peuples (TPP) est un tribunal indépendant qui examine et juge les plaintes de violation des droits des peuples. En 2006, il condamnait les compagnies étrangères participant à la stratégie paramilitaire en Colombie (Coca Cola, Chiquita Brands, British Petroleum, etc.) En 2013, la Redher organisait le Tribunal populaire contre les politiques extractives en Colombie qui condamnait la pétrolière canadienne Pacific Rubiales Energy pour violation de droits humains, de droits du travail, de droits des peuples autochtones et de droits environnementaux.

Pour sa part, le processus du «Congrès des Peuples est un espace de convergence national réunissant les propositions issues des mobilisations dans le but de décider de nos vies et ce dans un exercice d'autonomie. C'est donc un Congrès qui légifère mais qui ne s'attend pas à une approbation des organismes et des institutions officielles. Nous tenons Congrès en prenant nos propres décisions sur nos vies. C'est depuis cet espace que nous réclamons un pays qui est le nôtre, non pas celui dont on tente de nous convaincre de l'existence, mais celui que méritent nos communautés et territoires. »

www.redcolombia.org

Pour en savoir plus sur la Redher et ses membres, voir page 15.



Guerre, territoire et ressources

Après 60 ans de guerre, le conflit social à l'origine de l'insurrection armée en Colombie est loin d'être disparu. Selon la Banque Mondiale, les disparités économiques en Colombie sont égales à celles qui prévalaient en 1938 : 22 millions de ColombienNES vivent dans la pauvreté, 7 millions dans la misère. De plus, sous prétexte d'une guerre contre les guérillas d'extrême-gauche, l'État déploie une série de mécanismes de répression contre la population en général pour le contrôle territorial et social, et de manière ciblée contre les opposant-e-s politiques (syndicalistes, leaders paysans, militant-e-s sociaux, défenseur-e-s de droits humains, etc.). Selon plusieurs analystes du conflit colombien, la stratégie paramilitaire déployée par l'État vise avant toute chose à favoriser la concentration des terres aux mains de l'oligarchie nationale (la Colombie a l'un des plus haut taux de concentration foncière) et la remise des

territoires les plus riches en ressources naturelles au capital transnational, minières et pétrolières canadiennes incluses.



Image : Pedro Ruiz



Déplacements forcés et vol de terres

En témoigne les nombreux cas de communautés déplacées par la force à l'arrivée des mégaprojets d'exploitation des ressources de leur territoire. La Colombie est le pays qui présente le plus haut taux de déplacement forcé interne de sa population après le Soudan. On estime que près de 10% de la population nationale est affectée (sans compter les réfugiés à l'étranger qui sont au nombre de 374.000 dans le monde dont 13 080 au Canada).

Sur ces terres volées aux paysans, se déploient maintenant des mégaprojets agro-industriels, d'élevage extensif, d'exploitation minière, gazière, pétrolière et forestière avec forte participation de capitaux étrangers. La majorité de ceux-ci sont financés par des programmes du gouvernement visant soit la réinsertion des dits « paramilitaires démobilisés » soit les dites cultures alternatives à la coca et bénéficient, à ce titre, d'appuis financiers importants de la part des agences internationales de développement.



Image : Pedro Ruiz



Ciblons les profiteurs canadiens de la guerre en Colombie

Outre les terres fertiles (et la disponibilité d'un large bassin de main d'œuvre généré par les déplacements forcés et le vol de terres aux paysans), le territoire colombien est convoité par le capital étranger pour la richesse de ses ressources naturelles (biodiversité, eau, minerais, hydrocarbures). Règle générale, les firmes transnationales (telles que les pétrolières canadiennes Pacific Rubiales, Talisman Energy, Petrobank, Grantierra ou les minières canadiennes Gran Colombia Gold, Eco Oro Minerales, B2Gold, etc, sans compter les firmes d'ingénierie responsables des infrastructures – comme SNC Lavallin) font leur entrée sur les territoires suite au « nettoyage » de celui-ci par les forces armées régulières et irrégulières. Une fois les populations déplacées, les opposant-e-s éliminé-e-s ou emprisonné-e-s et le vol de terre légalisé par les multiples lois agraires au profit de l'élite terrienne, les firmes étrangères peuvent s'installer sans craindre l'opposition. Elles auront ensuite tout le support militaire nécessaire pour « sécuriser leurs investissements » (sic),

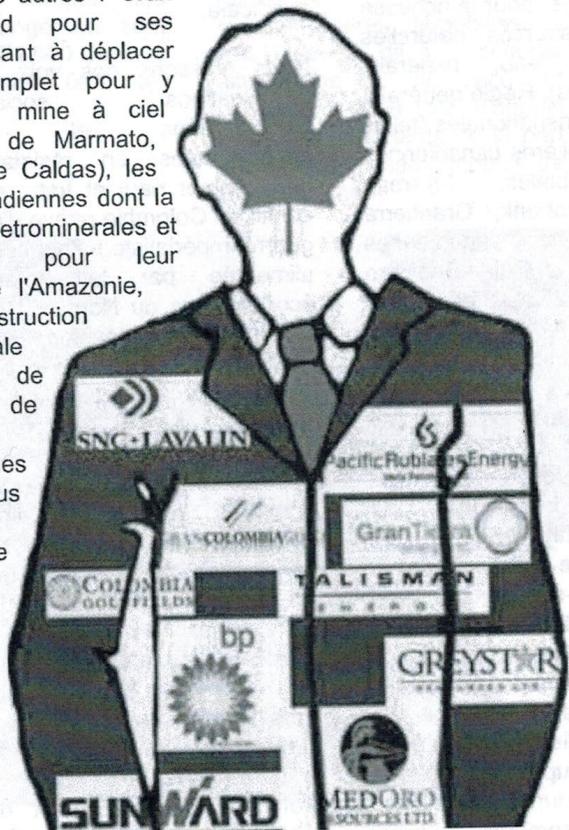
que ce soit par la collaboration de groupes paramilitaires et narcos qui contrôlent la population locale ou par le recours à des tueurs à gage qui cassent toute organisation syndicale.

Nous unissons nos voix aux organisations sociales colombiennes et aux communautés en résistance pour clamer haut et fort : « le conflit en Colombie relève d'une guerre impérialiste » financée et alimentée par les intérêts économiques du Nord. « Notre » agence de développement international s'y implique pour modifier les cadres législatifs en faveur des entreprises étrangères, « notre » gouvernement conservateur signe un accord de libre-échange pour dorénavant l'image d'un État paramilitaire et le couvrir du sceau démocratique, « nos » entreprises (minières et pétrolières en premier lieu) y revendiquent la « sécurité de leurs investissements » qui se traduit par des brigades militaires chargées de la protection des mines et des oléoducs, des troupes

paramilitaires qui « nettoient » le territoire (massacres et déplacements forcés), des tueurs à gage qui éliminent les organisations syndicales, etc., « notre » production agricole y est écoulee à bas prix détruisant l'économie paysanne, etc., etc. Malheureusement la liste s'allonge.

Et sur cette liste nous inscrivons, entre autres : Gran Colombia Gold pour ses manigances visant à déplacer un village complet pour y construire une mine à ciel ouvert (village de Marmato, Département de Caldas), les pétrolières canadiennes dont la Petrobank, la Petrominerales et la Grantierra pour leur colonisation de l'Amazonie, cause de destruction environnementale et de déplacements de populations; Pacific Rubiales Energy, la plus importante pétrolière de Colombie, responsable

d'un conflit de travail qui a engendré, depuis 2010, assassinat politique, menaces, attentats, diffamation publique, montages judiciaires et détention de leaders syndicaux.



Se laver en vert pour faire plus de billets verts.

On parle de « blanchiment écologique » pour qualifier la manière dont les compagnies ou les politiques s'approprient le discours écologique pour se créer une image respectueuse de l'environnement, surtout après un scandale dans le domaine.

Par exemple, la canadienne Greystar Ressources Ltd avait un projet de mine d'or à ciel ouvert nommé Angostura, dans le paramo de Santurban (Santander, Colombie). Un paramo est un écosystème néotropical très fragile, que l'on retrouve presque uniquement dans la Cordillère des Andes en très haute altitude. La végétation des paramos tend à retenir les précipitations et filtrer les eaux de dégel venant des sommets, d'où le fait que de nombreuses rivières trouvent leur origine dans ces zones. Ils sont essentiels à la régulation hydrique de régions entières et donc à la survie des populations qui y habitent. Face aux immenses mobilisations en opposition au projet (2011), les autorités ont refusé d'octroyer la licence environnementale. Depuis, la minière canadienne est revenue à la charge, après avoir changé son nom pour Eco Oro Minerals (« or écologique ») en présentant un nouveau projet, cette fois de mine souterraine qui, bien qu'il jouisse d'une meilleure acceptabilité sociale, met également en danger les sources d'eau potable de la région.

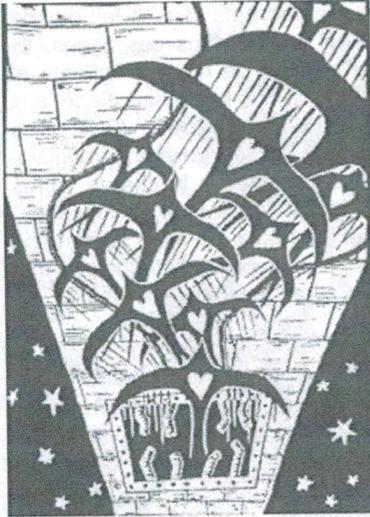
Le PASC a lancé en 2004 sa campagne contre les agrocarburants en solidarité avec les communautés accompagnées dans le Bajo Atrato, Choco, lesquelles ont été victimes de déplacements forcés de leur territoire ancestral maintenant accaparé par une monoculture d'huile de palme destinée à servir d'« agrocarburant ». Le mot est à la mode, ou plutôt sa contrepartie idéologique le « biodiésel » ou les « biocombustibles » qui évoquent des valeurs écologiques liées à un développement durable. Rien n'est pourtant plus loin de la réalité. D'un point de vue écologique, les agrocarburants produisent davantage de gaz à effets de serre que les combustibles fossiles en plus d'être développés par une agroindustrie qui privilégie les monocultures intensives, grandes consommatrices de produits chimiques et cause d'appauvrissement des sols, voire souvent de déforestation et de désertification.



Au-delà des murs

Solidarité avec les prisonnières et prisonniers politiques

Les prisonniers et prisonnières politiques sont emprisonné-e-s sur la base de leurs positions politiques ou de leurs actions de résistance aux politiques de l'État ou des intérêts qui le soutiennent. La Colombie compte environ 7 200 personnes détenues pour des motifs politiques. Considérés par l'État « l'ennemi interne dans la prison », leur condition en est d'autant plus vulnérable.



Dessin Prison La Picota, Bogota

En Colombie, le PASC accompagne le Comité de solidarité avec les prisonniers et prisonnières politiques (CSPP, membre de la Redher). Le PASC se solidarise également avec différentes campagnes de solidarité avec des prisonnier-ère-s politiques d'Amérique du Nord car nous

souhaitons non seulement faire connaître la problématique carcérale mais également visibiliser le caractère idéologique de nos États "démocratiques" qui, outre le recours à la violence armée et économique, manipulent lois et droits en vue d'exterminer toute expérience populaire proposant des alternatives à cette société d'injustices. Nous entendons réhabiliter le concept de "délict politique" et les droits d'objection de conscience et de rébellion qu'il implique dans un contexte mondial où la croisade anti-terroriste criminalise toute possibilité d'opposition à l'Ordre dominant et cela tant en Colombie qu'au Canada.

Invitez le PASC !



Le PASC propose différentes formules d'ateliers et conférences en français, espagnol ou anglais dans les classes de cégep ou à l'université, dans le milieu syndical et communautaire ainsi que dans une grande variété d'événements sociaux. Nous y abordons différents thèmes dont :

Notre solidarité: Un territoire à décoloniser

Sessions de réflexions critiques destinées aux acteurs sociaux engagés dans des initiatives de solidarité entre différentes populations.

Plan Nord / Plan Sud :

Entre fabrication de consentement et coercition

À l'heure où le gouvernement du Québec fait la promotion du PLAN NORD, le PLAN SUD continue d'avancer. Les mêmes plans de développement dévastent communautés et territoires, mais la résistance s'organise. Lors de cette conférence-discussion, nous analysons la manière dont s'impose les projets de développement (principalement pétroliers et miniers) à travers le continent : la carotte et le bâton.

Trous de mémoire: projet de théâtre-forum sur l'extractivisme

Des trous, du pétrole, des mines, l'avenir est dans les trous. Creusons-nous la mémoire, place au jeu ! Le PASC vous invite à débattre des projets d'extractions des ressources qui ont lieu sur votre territoire par le biais du théâtre.

Profiteurs canadiens de la guerre en Colombie

Présentation des enjeux liés à la présence de compagnies canadiennes en Colombie.

Conflit armé et résistance civile en Colombie

Le conflit colombien est un exemple exacerbé des dynamiques historiquement à l'œuvre sur le continent américain. L'analyse historique des acteurs en présence et du rôle des gouvernements étrangers permet de comprendre la situation politique actuelle. Il est ainsi possible de voir comment l'État colombien a mis sur pied la stratégie paramilitaire et utilisé le déplacement forcé de populations rurales afin de répondre à certains intérêts économiques liés à l'oligarchie colombienne et aux entreprises étrangères.



Accords de libre-échange et imposition d'un modèle de développement

Exposé sur les liens entre les intérêts économiques et la guerre en Colombie. Discussion sur les différents plans de développement mis en place en Colombie dans les dernières années : Plan Colombie 1 et 2, Plan MesoAmerica et les accords bilatéraux comme celui ratifié en 2010 entre la Colombie et le Canada.

Exposition photo : *Et si la résistance nous était contée ?*

Exposition photographique sur les communautés paysannes en résistance civile au Chocó, Colombie.

Projection du documentaire *L'empire de la palme : Crimes d'État et résistance civile en Colombie*

Documentaire présentant la lutte de communautés paysannes du Chocó qui résistent au projet agro-industriel de palme africaine implanté illégalement sur leur territoire collectif. Les entrevues et les images ont été tournées par une membre du PASC sur le terrain en Colombie.

Exploration de l'affiche du *Plan Colombie et Mesoamerica Resiste*

Le PASC peut également animer des activités interactives d'exploration des affiches du **Collectif de la Ruche**. Étendue sur de grandes toiles, ces fresques d'art sont les produits d'un processus d'échanges entre les artistes du Collectif de la Ruche, basé au États-Unis et des mouvements sociaux colombiens et latino-américains. Visitez beehivecollective.org/

Le PASC remercie les organisations suivantes pour leur soutien :

Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC / PSAC), Confédération des syndicats nationaux (CSN), Comité pour les droits humains en Amérique Latine (CDHAL), Centre international de solidarité ouvrière (CISO), Interpares, Syndicat des Métallos, Syndicats des travailleurs canadiens de l'automobile (TCA / CAW), Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), Koumbit (www.koumbit.org) et le Collectif Riseup (www.riseup.net).

Pour en savoir plus...



Quelques organisations colombiennes membres de la Redher

Asociación Campesina de Antioquia www.acantioquia.org
Comité de Integración Social del Catatumbo ciscatatumbo.org
Comité de Solidaridad con los Presos Políticos comitedesolidaridad.com
Confluencia de Mujeres para la Acción Pública
confluenciademujerescolombia.blogspot.com
Cordinador Nacional Agrario cna-colombia.blogspot.ca
Corporacion para la Educación y la Investigación popular del Instituto Nacional Sindical cedins.org
Federación Agrominera del Sur de Bolívar www.fedeagromisbol.org
Movimiento Politico de Masas Social y Popular del Centro Oriente centroriente.org
Trochando Sin Fronteras trochandosinfronteras.blogspot.com
Sembrar www.corporacionsembrar.org

Espaces et mouvements auxquels participe la Redher :

Agencia de Comunicación de los Pueblos Colombia Informa
www.colombiainforma.info
Congreso de los Pueblos congresodelospueblos.org
Red colombiana de Accion frente al libre comercio y el ALCA
www.recalca.org.co
Red Colombiana Frente a la Gran Minería Transnacional
www.reclamecolombia.org
Movimiento Nacional de Victimas de Crimenes de Estado
www.movimientodevictimas.org
Tribunal Permanente de los Pueblos, capitulo Colombia tpp.revolt.org

Autres alliés et sources d'informations alternatives en Colombie :

Red Libertaria Popular Mateo Kramer www.redlibertariapmk.org
Centro de Investigacion y Educacion Popular www.nocheyniebla.org
Comision de Justicia y Paz justiciaypazcolombia.com
Desde Abajo www.desdeabajo.info
Desde los Margenes, Javier Giraldo www.javiergiraldo.org
Periodico Desde Abajo www.desdeabajo.info
Prensa rural prensarural.org
Red de Defensores no Institucionalizados www.dhcolombia.info
Palabras al Margen palabrasalmargen.com

Au Québec, le PASC est membre du Groupe de recherche à intérêt public de l'UQAM, (GRIP-UQAM), du Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) et de la Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine (QUISETAL).

RecherchéEs !

traducteur/trices

(espagnol / français / anglais)

Écrivez-nous!

membres sympathisantEs

Inscrivez-vous en ligne sur notre site web pour recevoir les actions urgentes, le Bulletin "Profiteurs!" et être tenuEs informéEs des activités.

accompagnatrices et accompagnateurs

(formation obligatoire, séjour d'un minimum de 3 mois)

Visitez notre site web pour connaître le processus de sélection et de formation !



Pour être tenuEs informéEs de nos activités, visitez régulièrement notre site web, suivez-nous sur Facebook et/ou inscrivez-vous sur notre liste de diffusion à partir de la page d'accueil du site.

info@pasc.ca 514-966-8421

www.PASC.ca